
 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction des politiques économique et internationale Service de la production et des marchés Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales Adresse : 3, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS Suivi par : Daniel Laborde Tél : 01 49 55 41 32 Fax : 01 49 55 45 46 Réf. Interne : modernisation serres maraîchères Réf. Classement : DPEI/SDPV/C2002</p>	<p><b>CIRCULAIRE</b> <b>DPEI/SPM/SDCPV/C2002-4004</b> <b>Date : 22 FEVRIER 2002</b></p>
--	---	---

Date de mise en application : 22 novembre 2001

**Annule et remplace** : DPE/SPM/C99-4011 du 8 avril 1999

 Nombre d'annexes : 14

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche  
à  
Mesdames et Messieurs les Préfets

**Objet : mise en œuvre par l'Oniflor du programme relatif au financement de certaines dépenses de modernisation dans le secteur des serres maraîchères**

*Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec : **ONIFLHOR - Division des Interventions Nationales**  
164, rue de Javel - 75739 PARIS cedex 15 **Tel : 01 44 25 36 11***

**Bases juridiques: circulaire précédente et modification du Programme de Développement Rural National intervenue le 21/11/2001**

**Résumé :** Afin d'améliorer la compétitivité de la production française de **légumes sous serres**, une aide à la modernisation des serres maraîchères de production est mise en place. Cette action, réservée aux membres de l'organisation économique, devra s'inscrire dans le cadre d'une stratégie économique et commerciale et d'un projet clairement défini par leur organisation de producteurs. Les bénéficiaires devront s'engager à respecter les règles de production et de commercialisation définies par les sections nationales "produits". La présente circulaire intervient dans le cadre du Plan de Développement Rural National (PDRN) et fait l'objet d'un cofinancement communautaire assuré par le CNASEA. Elle concerne la **construction, l'aménagement et/ou la rénovation de serres** verre et de multichapelles plastiques et s'applique aux projets déposés auprès des directions départementales de l'agriculture et de la forêt **à partir du 22 novembre 2001**. L'aide est calculée sur la base des investissements réalisés, dans la limite de 762.200 euros H.T, et représente, en part de l'assiette éligible, **25% pour les jeunes agriculteurs** et **22% pour les aînés**. Une majoration de 20% de la subvention totale est accordée aux souscripteurs de CTE. La circulaire précise les critères d'éligibilité ainsi que les modalités de calcul de l'aide, les procédures de dépôt des demandes, de constitution et d'instruction des dossiers et de versement des subventions.

**Mots-clés :** SERRES MARAICHÈRES, INVESTISSEMENTS, MODERNISATION, EXTENSION

Plan de Diffusion	
Pour exécution : M. le D.P.E.I. Mmes et MM. les Préfets M. le Directeur de l'Oniflhor M. le Directeur du CNASEA Mmes et MM les D.D.A.F. Les Comités Economiques Le CTIFL Mmes et MM. les techniciens agréés	Pour information : DGA – DGAL – DAF – DEPSE - DRAF MEFI Direction du Budget 7A M. le Contrôleur d'Etat de l'Oniflhor M. le président du COPERCI L'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture La Fédération Nationale des Producteurs de Légumes - FELCOOP – INTERFEL La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles Jeunes Agriculteurs La Confédération Paysanne La Coordination Rurale

La Sous-Directrice des Cultures  
et des Produits Végétaux

Marie-France CAZALERE

## **I – OBJECTIF**

**1.1.** La présente circulaire a pour objectif de permettre aux producteurs de légumes sous serre d'améliorer leur compétitivité et de favoriser l'installation et l'extension des activités des serristes. A cet effet, elle prévoit la mise en place d'aides financières aux investissements de modernisation et de construction de serres. Les projets individuels doivent s'inscrire dans une stratégie économique et commerciale telle que définie à l'article 1.2. ci-dessous.

Les exploitations signataires d'un CTE bénéficieront d'une bonification de 20% de la subvention totale octroyée.

Les producteurs bénéficiaires des aides doivent s'engager à respecter les règles édictées par leur organisation économique, tout particulièrement en ce qui concerne la qualité des produits et leur commercialisation.

### **1.2.Stratégie économique et commerciale**

Les Sections nationales produits concernées définissent un document cadre précisant les orientations pour la modernisation des serres, compte tenu de l'évolution probable du marché.

Sur cette base, les organisations de producteurs désireuses de faire bénéficier leurs adhérents du programme, objet de la présente circulaire, établissent à leur niveau, un schéma triennal de modernisation des serres de leur zone d'activité (annexe 6). Ce schéma d'orientation vise à optimiser les potentialités de production au regard de leurs objectifs : stratégie économique et commerciale, calendriers de production, coûts de production, regroupement de l'offre. Il est notamment garant du caractère compatible des nouvelles capacités de production dégagées grâce aux investissements avec les structures commerciales de l'organisation de producteurs ou celles conventionnées par elle et que les productions supplémentaires ainsi obtenues peuvent faire l'objet du meilleur écoulement possible.

Les organisations de producteurs transmettent ces schémas à l'Oniflhor au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année par l'intermédiaire de leur comité de bassin. Un double est adressé aux D.R.A.F. délégués de bassin, et aux D.D.A.F concernées. Les programmes sont établis pour trois ans et peuvent être révisés chaque année. Ils comprennent notamment un état des lieux en matière économique pour les producteurs concernés :

- Potentiel de production,
- Résultats économiques (prix payés aux producteurs),
- Engagement de l'organisation de producteurs à l'égard des partenaires commerciaux pour améliorer le regroupement de l'offre,
- Programmation des travaux sur les trois prochaines années en précisant l'incidence quantitative et qualitative recherchée.

Les projets individuels doivent avoir fait l'objet d'une étude technico-économique réalisée par un technicien agréé par l'Oniflhor et s'intégrer dans la stratégie de l'organisation économique. Les demandes de concours financiers sont transmises à l'Oniflhor, par les organisations de producteurs reconnues, dans les conditions visées au chapitre 8.

Les dossiers concernant le rapprochement des petites et moyennes exploitations et PME, présentant un projet valorisant des niches de qualité, bénéficient d'une priorité pourvu qu'ils répondent aux critères d'éligibilité de la circulaire.

### **1.3. Environnement et sécurité**

Les producteurs bénéficiaires des aides s'engagent, pour l'ensemble des serres de leur exploitation, à mettre dans les plus brefs délais, leurs installations en conformité avec les normes en vigueur aux plans européen, national ou local, en matière d'environnement, et notamment en ce qui concerne l'eau, l'énergie et le recyclage des déchets. En outre, ils doivent tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité du personnel dans les serres, et tout particulièrement par rapport aux émissions de CO<sup>2</sup>.

## **II - CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS**

**2.1** Le bénéfice des aides versées par l'Oniflhor et le CNASEA est exclusivement réservé aux exploitants agricoles à titre principal adhérent à :

- une organisation de producteurs reconnue, au sens du règlement (CE) 2200/96 modifié,
- une organisation de producteurs pré reconnue, au sens du règlement (CE) 2200/96 modifié, et pour la durée du plan de reconnaissance agréé.

L'adhésion à cette structure doit être effective à la date de dépôt du dossier auprès de la DDAF et, dans le cas où le produit peut réglementairement faire l'objet d'une procédure de retrait, le taux de retrait de l'organisation de producteurs pour le (ou les) produits concernés par l'investissement au titre des trois dernières campagnes précédant le dépôt du dossier doit être inférieur en moyenne à 10% de la quantité commercialisée.

Dans le cas où le produit ne peut réglementairement faire l'objet d'une procédure de retrait, les demandes d'investissement concourant à une augmentation de production ne seront acceptées que si le producteur ou l'organisation de producteurs à laquelle il adhère s'appuie sur une étude réalisée par un organisme tiers au demandeur prouvant l'existence de débouchés. Cette étude devra être validée par la DRAF qui pourra se référer à un cadre d'analyse des marchés de l'ONIFLHOR.

Le demandeur doit souscrire un engagement de fidélité d'une durée de cinq ans auprès de son O.P. (annexe 7). Les maraîchers qui rompraient cet engagement en cours devront rembourser la subvention perçue à hauteur du prorata de la période restant à courir.

En cas de retrait de la reconnaissance de l'O.P., ou de cessation d'activité de celle-ci, le producteur doit adhérer sans délai à une autre O.P. pour ne pas perdre le bénéfice de la subvention. Par ailleurs, le producteur peut changer d'O.P. à condition que l'O.P. d'accueil soit déjà impliquée dans un programme relatif aux serres maraîchères. Cette nouvelle adhésion s'effectue dans les plus brefs délais. A défaut, la demande de reversement prévue à l'alinéa précédent s'applique.

Les maraîchers qui bénéficient d'une aide au titre de la présente circulaire doivent maintenir les installations subventionnées en bon état d'entretien pendant au moins cinq ans, et conserver le statut d'exploitant à titre principal pendant cette période (annexe 7).

## 2.2 Sont considérés comme **exploitants agricoles à titre principal** :

- l'exploitant consacrant au moins 50 % de son temps de travail aux activités agricoles, forestières, touristiques, artisanales ou d'entretien de l'espace rural (lorsque cette activité bénéficie d'aides publiques) pratiquées sur son exploitation et en retirant au moins 50 % de ses revenus totaux. La part du revenu total provenant directement de l'activité agricole pratiquée sur l'exploitation ne peut en outre être inférieure à 25 % ;
  - les ressortissants de l'Union européenne, personnes physiques ou morales dont l'exploitation est située en France métropolitaine et remplissant les conditions de travail et de revenu décrites ci-dessus.
  - les Sociétés hors GAEC dont l'objet est agricole et dont au moins 50 % du capital social est détenue par des personnes physiques qui exercent leur activité en qualité d'exploitant agricole à titre principal, de dirigeant ou de gérant de la société employé à temps plein, à condition que les statuts comportent des dispositions de nature à assurer le maintien de cette proportion en cas de transfert de parts ou d'actions, et garantissent une indépendance suffisante des actionnaires de la société ;
- les coopératives de production dans la mesure où celles-ci sont effectivement propriétaires de l'investissement subventionné. Sont exclues du bénéfice des aides, les coopératives exerçant une activité autre que l'activité de production, dans la mesure où cette autre activité excède 10 % du chiffre d'affaires global.

Ces exploitants doivent en outre répondre aux autres critères d'éligibilité des demandeurs (articles 2.4. à 2.10.).

Sont exclus du bénéfice de l'aide les exploitants agricoles réalisant des recettes commerciales provenant d'une activité d'achat - revente de productions maraîchères, ou résultant de prestations de services ayant trait à ces productions lorsque ces dernières sont le fait de tiers, excédant 10 % du chiffre d'affaires global de leur exploitation.

## 2.3 Est considéré comme **jeune agriculteur** l'exploitant n'ayant pas atteint l'âge de 40 ans et installé depuis moins de 10 ans à la date de dépôt du dossier en DDAF,

Pourront bénéficier du statut de jeunes agriculteurs :

- les jeunes agriculteurs installés individuellement,
- les GAEC dont la moitié au moins de leurs membres possède la qualité de "jeune agriculteur", ou les GAEC de type "familial" composés d'un jeune agriculteur et d'au moins un de ses parents,
- les personnes morales dont la moitié au moins du capital est détenu par des associés jeunes agriculteurs.

**2.4** Le demandeur doit faire preuve d'une **qualification professionnelle** suffisante, qui sera justifiée par un diplôme agricole reconnu par le ministère de l'agriculture et de la pêche, tel que défini en annexe 5, ou par une activité pratique d'au moins cinq années dans une exploitation maraîchère ou horticole.

**2.5** Le demandeur doit recourir aux services d'un organisme professionnel (Chambre d'agriculture, centre de gestion, ...) lui apportant un **appui** en matière de **technique de production et de gestion**.

**2.6** D'une façon générale, il doit être à jour des règlements des **taxes et cotisations interprofessionnelles** rendues obligatoires par les pouvoirs publics, et doit s'engager à respecter les **disciplines professionnelles** et notamment les cahiers des charges mis au point par les Sections nationales « produit » concernées (annexe 7).

**2.7** Il doit tenir une **comptabilité** type "Plan comptable", et être soumis à l'imposition à la T.V.A., d'après le régime normal ou simplifié agricole (R.S.A.).

**2.8** Il doit s'engager à ne pas changer la **destination agricole** des investissements, ni à les mettre à la disposition de tiers sous quelque forme que ce soit, et à maintenir les installations en bon état de fonctionnement pendant une durée de 5 ans, à compter de la date d'achèvement des travaux ou à défaut reverser la totalité de la subvention reçue. Les successeurs éventuels devront reprendre l'engagement souscrit. (annexe 7).

**2.9** En vue de garantir la bonne fin des projets portés par l'exploitant réalisant des constructions et/ou des reconstructions telles que définies à l'article 3.1., et empruntant une partie des crédits nécessaires au financement, l'O.P. dont il est adhérent doit lui accorder soit :

- une **garantie financière** pour une durée de cinq ans, constituée sous forme de caution personnelle, selon le modèle joint en annexe 10, garantissant les emprunts ; cette garantie est déposée auprès de l'établissement prêteur de l'exploitation. Son montant est au moins équivalent à la moitié de la subvention pour les projets concernant des jeunes agriculteurs ou des nouveaux serristes, et au quart de la subvention pour les projets concernant des aînés ;
- toute autre mesure d'effet économique au moins équivalent, comme une subvention de l'O.P., des facilités de trésorerie accordées, etc.. Ces mesures sont soumises à l'avis de l'Oniflhor avant leur mise en œuvre et le dépôt des projets.

Dans le cas d'un financement sans recours à un emprunt, l'Organisation de producteurs doit justifier de l'opportunité économique du projet.

### **III - NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES**

L'aide de l'Oniflhor est strictement réservée à :

**3.1 La construction** de serres de production correspondant intégralement aux définitions des structures de l'annexe 1 et conformes aux normes AFNOR NFU 57.060 et NFU 57.064 en vigueur ;

**3.2 L'installation**, dans des serres construites définies à l'article 3.1., d'équipements de production répondant intégralement aux définitions de l'annexe 1 et répertoriés en annexe 2 ;

**3.3 L'aménagement** dans des serres, verre et/ou multichapelles plastique, existantes non dotées précédemment d'équipements de production répondant intégralement aux définitions de l'annexe 1 et répertoriés en annexe 2 ;

**3.4 La rénovation** de serres verre et/ou multichapelles plastique dans la mesure où elle est réalisée par une entreprise spécialisée (entreprise de construction et/ou de rénovation) et qu'elle correspond à des travaux tels que le rehaussement de serres, le changement de profilés, la création ou le changement d'ouvrants pour automatiser. Sont exclus les seuls changements de verres ou de joints d'étanchéité, ainsi que les constructions de bâtiments et/ou de locaux internes ou annexés à la serre.

**Sont totalement exclus du bénéfice de l'aide les tunnels et abris froids et leur aménagement, ainsi que tout matériel d'occasion et tout frais annexe (frais de déplacement, d'hôtel, de repas...).**

#### **IV – PLAFONDS DES SURFACES RETENUES LORS DU CALCUL DE L'AIDE**

**4.1** Dans le **cas des constructions et de l'installation d'équipements correspondants**, la base de calcul de la subvention ne pourra excéder **10.000 m<sup>2</sup>** de serres pour les aînés et **15.000 m<sup>2</sup>** pour les jeunes.

Ces constructions ainsi que l'installation d'équipements correspondants ne peuvent être retenues que dans la mesure où elles n'ont pas pour effet de porter la **surface de serres** verre et/ou multichapelles plastique à plus de **35.000 m<sup>2</sup>** par exploitation.

Les producteurs souhaitant porter leur surface totale de serres **au delà de 35.000 m<sup>2</sup>** ne peuvent pas prétendre à l'aide. Toutefois, ils peuvent soumettre leur dossier, établi selon les modalités de la présente circulaire, à l'agrément technique du CTIFL et/ou à l'avis économique de l'office.

**4.2** Les **aménagements de serres existantes** ne sont pas limités en terme de surface.

#### **V - MONTANT DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES**

**5.1** Le montant de l'investissement subventionnable est arrêté par le directeur de l'Oniflor sur la base des coûts moyens de référence fixés à l'annexe 1 dans la limite d'un montant minimum d'investissements subventionnable de **30.500 euros hors taxes** et d'un plafond de dépenses subventionnables de **762.200 euros hors taxes**.

Cette subvention est soumise aux conditions de plafonnement prévues par le Règlement développement rural et le Plan de développement rural national (PDRN) approuvé par la Commission européenne le 7 septembre 2000. En conséquence, elle est limitée, pour une période de 5 ans à partir de la première aide publique obtenue depuis le 22 novembre 2001 (lendemain de la date d'approbation par le comité STAR du volet serres du PDRN ), à un total d'aides publiques de 60.000 euros par UTH jusqu'à concurrence de 6 UTH, soit un maximum d'aides de 360.000 euros. Le nombre d'UTH pris en compte par exploitation est apprécié après réalisation de l'investissement.

Dans le cas d'investissements réalisés par des GAEC, les seuils et les plafonds d'investissements subventionnables sont multipliés par le nombre d'exploitations préexistantes regroupées dans le GAEC, dans la limite de trois.

Chaque dossier doit correspondre à un investissement fonctionnel permettant une mise en production en toute saison. Cette notion s'apprécie par nature d'équipement. Aucun découpage par dossier de nature exclusivement financière ne peut être pris en considération.

**5.2** En cas de **sinistre** ou d'**expropriation**, le montant de la subvention pouvant être accordée à l'exploitant pour la reconstruction ou la remise en état de sa serre est plafonné de manière à ce que le cumul de la subvention et de l'indemnisation d'assurance ou d'expropriation ne dépasse pas le montant des nouveaux investissements, dans le respect des plafonds mentionnés à l'article 5.1.

## **VI - MONTANT DES AIDES**

L'aide est calculée en fonction de la situation du demandeur. Le montant maximum de la subvention est arrêté par le directeur de l'Oniflhor après avis de la D.D.A.F. et du CTIFL.

**6.1** Le montant de la subvention est calculé forfaitairement en fonction de la nature des **investissements** et des coûts de référence moyens mentionnés à l'annexe 1 et des barèmes figurant aux annexes 3 et 4.

La liste des postes forfaitisés proposée à l'annexe 1 n'est pas exhaustive et ne mentionne que les équipements les plus souvent répertoriés à ce jour. C'est pourquoi les compléments, améliorations et transformations d'équipements, les matériels novateurs de production ainsi que les techniques culturales respectueuses de l'environnement peuvent être retenus dès lors qu'ils ont fait l'objet d'un avis favorable du CTIFL et obtenu l'aval de l'Oniflhor. Ces investissements doivent être proposés hors forfait par le demandeur en application des barèmes figurant à l'annexe 4.

**6.2** Les frais d'**étude technico-économique** préalables sont pris en charge forfaitairement sur la base de **1%** de la subvention accordée pour les investissements, avec un minimum de **150 euros** et dans la limite maximum de **530 euros**.

**6.3** Les frais de **démolition** de serre en vue de leur reconstruction sont pris en compte dans la limite des surfaces reconstruites et agréées à hauteur de **0,90 euro/m<sup>2</sup>** pour les multichapelles plastique et **1,80 euro/m<sup>2</sup>** pour les serres verre.

**6.4** Les exploitations signataires d'un Contrat Territorial d'Exploitation (C.T.E.) bénéficieront d'une **bonification de 20%** de la subvention totale octroyée.

## **VII - CONSTITUTION DES DEMANDES DE CONCOURS FINANCIER**

La demande de concours financier est constituée des éléments suivants :

**7.1** Le **dossier de demande**, conforme au modèle joint en annexe 7, dûment rempli et contresigné par l'organisation de producteurs ;

**7.2** L'**analyse technico-économique**, assortie du **plan de financement**, réalisée selon les modèles figurant en annexe 7 et 8. Elle comprend un argumentaire justifiant l'intérêt de l'investissement, en précise les modalités et permet l'appréciation du projet de développement mis en œuvre. A ce titre, les données économiques relatives à la nature des productions, la fiabilité de l'organisation commerciale, la participation à l'organisation de la filière, la crédibilité des plans de financement, la viabilité économique et financière sont des critères déterminants de la décision d'octroi de l'aide.

Ces études doivent être effectuées par des techniciens agréés par l'Oniflhor en accord avec le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (CTIFL) ;

**7.3** Une **photocopie de la carte d'identité** certifiée conforme à l'original par son titulaire pour les individuels et un **extrait du Kbis** pour les sociétés.

**7.4** Dans le cas d'un demandeur prétendant à la **majoration jeune agriculteur** telle que définie à l'article 2.3., un document de la DDAF précisant la date d'installation. Pour les sociétés, une photocopie de la carte d'identité, certifiée conforme à l'original par son titulaire du ou des jeunes apportant la majoration.



**7.5** Dans le cas d'un exploitant agricole à titre individuel, une **attestation de l'AMEXA** certifiant qu'il perçoit en qualité d'exploitant à titre principal les prestations d'assurance maladie du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles.

Dans le cas d'une personne morale, les **statuts de la Société** précisant son objet social, et la composition de son capital social. Une attestation de l'AMEXA telle que décrite ci-dessus pour les actionnaires non salariés de la société, attestation de la MSA ou tout autre document justifiant que le dirigeant ou le gérant de la Société, s'il en est actionnaire, est employé dans cette Société ;

**7.6** Le cas échéant, pour les GAEC prétendants à la multiplication des seuils et plafonds d'investissements subventionnables tels que définis au paragraphe 2 de l'article 5.1., une copie de la reconnaissance du GAEC par la D.D.A.F. ;

**7.7** L'**avis de l'établissement bancaire principal** de l'exploitation sur le plan de financement selon le modèle figurant en annexe 9. Aucun autre modèle ne sera admis ;

**7.8** Les **bilans et comptes de résultat** de l'exploitation sur les deux derniers exercices écoulés, sauf en cas de première installation ;

**7.9** Une copie certifiée conforme des **garanties** précisées à l'article 2.10. et à leur bonne réalisation dans les cas de jeunes agriculteurs qui réalisent des constructions telles que définies à l'article 3.1. selon le modèle figurant en annexe 10 ;

**7.10** Une attestation délivrée par un organisme professionnel (chambre d'agriculture, centre de gestion...) garantissant la **compétence technique** du demandeur et l'apport d'un appui en matière de technique de production et de gestion ;

**7.11** Une attestation du **paiement des taxes** parafiscales et cotisations interprofessionnelles rendues obligatoires par les pouvoirs publics ;

**7.12** Les **devis chiffrés et détaillés** des investissements à effectuer pour tous les investissements, qu'ils soient forfaitisés ou non ;

**7.13** Pour les projets de construction, une **attestation de conformité du modèle** de serre retenu **aux normes AFNOR** en vigueur ;

**7.14** Une attestation précisant le caractère assurable des structures construites et/ou rénovées délivrée par une mutuelle ou une société d'**assurance** ;

**7.15 Délai entre deux demandes**

Aucune nouvelle demande au titre de la présente circulaire ne peut être déposée avant que le dossier précédent ne soit soldé, ni, en tout état de cause, avant l'écoulement d'un délai de **24 mois** à compter de la date de dépôt en DDAF de la précédente demande.

## **VIII - PROCÉDURE D'EXAMEN / INSTRUCTION DES DOSSIERS**

### **8.1 Dépôt du dossier et contrôle D.D.A.F.**

Le dossier constitué conformément aux prescriptions du chapitre VII est déposé en trois exemplaires, par l'intermédiaire de l'organisation de producteurs reconnue à laquelle est adhérente l'exploitation demanderesse, auprès du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt. Ce dernier peut refuser l'instruction de la demande si le dossier n'est pas reconnu complet.

Le DDAF vérifie notamment que le demandeur :

- possède la qualité d'exploitant agricole, personne physique ou morale, telle que définie à l'article 2.2.,

- répond, le cas échéant, aux conditions nécessaires pour bénéficier de l'aide majorée "jeune agriculteur" telle que définie à l'article 2.3.,

- n'a pas dépassé le plafond d'aides publiques depuis le 22 novembre 2001 (lendemain de la date d'approbation du volet serres du PDRN par le comité STAR).

Il apprécie la conformité de la demande au regard des dispositions de la circulaire, plus spécialement sur l'économie du projet, son incidence financière, la capacité technique du demandeur et d'une façon générale ses effets sur l'équilibre général de l'exploitation, et le contexte économique et commercial dans lequel il s'insère. Il donne un avis motivé sur la demande.

Il vérifie que le dossier comprend bien les informations nécessaires pour permettre d'apprécier les conditions dans lesquelles l'organisation de producteurs assure la commercialisation des productions du demandeur.

Il apporte la confirmation que le demandeur a déposé ou signé un C.T.E.

**Le dossier, après examen, est transmis en deux exemplaires au Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes.**

Dans le cas d'un avis réservé ou défavorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, celui-ci peut, soit en informer directement le demandeur, soit transmettre le dossier à l'Oniflhor, à qui il appartient de statuer.

### **8.2 Examen du dossier par le Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes (CTIFL) et contrôle**

L'avis du CTIFL porte sur la solution technique retenue, la nature des investissements et leur conformité aux normes, la recevabilité ou non de l'ensemble des investissements vis-à-vis soit de la définition des forfaits soit de leur performance et de leur caractère novateur, notamment en ce qui concerne l'environnement, et l'adéquation du coût global des investissements au volume et aux types de productions envisagées.

**Le CTIFL adresse un exemplaire du dossier à l'Oniflhor accompagné de son avis.**

### **8.3 Examen du dossier par l'Oniflor : délivrance de l'accusé de réception et de la feuille d'agrément**

Au vu des avis de la D.D.A.F. et du CTIFL, l'Oniflor délivre au demandeur, dès réception d'un dossier complet, un **accusé de réception** valant autorisation de commencer les travaux projetés.

L'accusé de réception ne préjuge en rien de la décision de l'Oniflor concernant l'octroi de l'aide sollicitée.

Lorsque les crédits nécessaires sont disponibles, l'Oniflor délivre au producteur une **feuille d'agrément**. Celle-ci, portant décision d'engagement de crédit, mentionne la liste des investissements retenus et le montant prévisionnel maximum des subventions pouvant être accordées.

Pour les demandeurs ayant déposés en D.D.A.F. un C.T.E. non signé à la date du dépôt de la demande, la feuille d'agrément ne sera délivrée qu'après confirmation ou non de la signature du C.T.E. Cette confirmation devra intervenir dans le délai maximum de réalisation des travaux autorisés par l'Oniflor. En l'absence de cette confirmation, la subvention sera calculée hors C.T.E.

Une copie de ces documents est adressée simultanément au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt. En cas d'avis négatif concernant la recevabilité du dossier, le demandeur en est informé par l'Oniflor, une copie étant transmise au D.D.A.F.

### **8.4 Modification des projets déposés**

Dans le cas où un producteur ayant déposé un dossier, souhaite apporter des modifications techniques, il doit en informer par écrit la D.D.A.F, le CTIFL et l'Oniflor. Ces derniers évaluent l'impact des modifications, et se réservent le droit de refuser la validation de la modification de programme envisagée par le producteur. En cas d'acceptation de la demande, et si le projet a déjà été agréé, l'Oniflor délivre au producteur une feuille d'agrément révisée intégrant les modifications du programme. Une copie de ce document est adressée au D.D.A.F.

## **IX - DÉLAI DE RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT**

Les investissements doivent être achevés au plus tard **18 mois** après la date de l'accusé de réception du dossier. Ce délai peut, le cas échéant, sous réserve qu'une demande argumentée ait été formulée au préalable, être prolongé de 6 mois maximum pour les exploitations rencontrant des difficultés exceptionnelles dans la réalisation des travaux.

## **X - VERSEMENT DE LA SUBVENTION ET DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

La subvention est versée selon les modalités alternatives suivantes :

-sous forme d'une avance cautionnée au début de la réalisation, puis d'un solde à l'achèvement des travaux, tel que défini aux articles 10.1., 10.2., 10.3. et 10.4.

-sous forme d'une subvention définitive après l'achèvement des travaux tel que défini aux articles 10.2., 10.3. et 10.4.

### **10.1 Présentation de la demande d'avance cautionnée**

La demande d'avance cautionnée, représentant **25%** de la subvention prévisionnelle agréée, est versée par l'Oniflor. Elle ne peut s'effectuer qu'après réception par le demandeur de la feuille d'agrément de l'Oniflor. Cette demande est subordonnée à la présentation :

- de la demande d'avance, conforme au modèle joint en annexe 13,
- d'une attestation de la D.D.A.F. constatant le début de la réalisation des travaux,
- d'une caution personnelle et solidaire conforme au modèle joint en annexe 14. Cette garantie financière est d'un montant égal à **25%** de la subvention totale agréée.
- d'un relevé d'identité bancaire ou postal.

La libération de la caution ne peut intervenir que lors de la présentation de la demande de versement du solde tel que défini aux articles 10.2., 10.3. et 10.4., et dans la mesure où le montant de la subvention totale liquidée est supérieur au montant de l'avance versée. Lorsque l'aide liquidée est inférieure au montant de l'avance, le Directeur de l'Oniflor demande le reversement de la différence entre les deux montants. L'effectivité de ce versement permet de libérer la caution. A défaut de versement, le Directeur de l'Oniflor mobilisera la caution pour un montant égal au versement demandé.

### **10.2 Présentation de la demande de subvention définitive ou de versement du solde**

Les dossiers de demande de subvention définitive ou de versement du solde de la subvention doivent parvenir à l'Oniflor au plus tard **24 mois** après la date de l'accusé de réception du dossier. Ce délai pourra être prolongé à concurrence du délai supplémentaire accordé selon les modalités du chapitre IX pour les exploitations rencontrant des difficultés exceptionnelles lors de la réalisation des travaux. Passé ce délai, le dossier est considéré comme forclo et les crédits sont annulés. Les avances éventuellement versées doivent être remboursées.

**10.3** Le paiement de la part nationale, assurée par l'Oniflor, est effectué sur présentation de la demande de versement, conforme au modèle joint en annexe 11. Elle est accompagnée :

- d'une attestation du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, certifiant la réalisation effective des travaux prévus par la feuille d'agrément délivrée par l'Oniflor, appuyée d'une fiche de contrôle sur site (annexe 12),
- d'une attestation d'un bureau de contrôle technique certifiant que les serres construites et/ou reconstruites sont conformes aux normes AFNOR en vigueur,
- d'une attestation d'assurance des structures rénovées, construites et/ou reconstruites,
- de deux relevés d'identité bancaires ou postaux originaux,

- dans le cas d'investissements non financés forfaitairement, des factures ou copies certifiées conformes, revêtues des mentions de règlements (référence de chèques émis et date des paiements correspondants), ainsi qu'un état récapitulatif regroupant les factures par poste correspondant à la décomposition des dépenses figurant sur la feuille d'agrément du projet,
- dans le cas où certains postes agréés dans le projet ne seraient pas réalisés, d'un courrier de renonciation du demandeur à ces réalisations,
- dans le cas de changement de raison sociale, d'une copie des nouveaux statuts de la société et un extrait du Kbis.

**10.4** Le montant définitif de la subvention correspond aux travaux dont la réalisation a été attestée par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en application des forfaits prévus et dans la limite des dépenses initialement prévues. Pour les investissements hors forfait, il est calculé en référence au montant des frais réels hors taxe en application du taux retenu dans la limite des montants agréés par l'Oniflhor.

Pour un signataire de C.T.E., la subvention définitive sera versée à raison de 50% par l'Oniflhor et de 50% par le CNASEA. Pour les autres bénéficiaires, la subvention définitive sera versée à raison de 75% par l'Oniflhor et de 25% par le CNASEA.

**10.5** L'ONIFLHOR verse la part nationale de la subvention et notifie le montant définitif de l'aide au bénéficiaire. Le CNASEA verse la part communautaire de la subvention.

## **XI - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

**11.1** dérogation à l'obligation d'adhésion à une organisation de producteurs reconnue peut être accordée sur décision du directeur de l'Oniflhor :

- aux **producteurs de plants maraîchers** vendant plus de 50 % de leur production aux organisations de producteurs reconnues ou aux adhérents d'une organisation de producteurs reconnue. Toutefois, les matériels spécifiques à la production de plants ne sont pas recevables.

- à l'exploitant aîné non adhérent d'une organisation de producteurs reconnue dans la mesure où il n'en existe pas dans sa zone d'installation. Dans ce cas, et après avis de la commission visée à l'article 11.6., le calcul de la subvention se fera sur la base de 50 % du taux prévu pour le barème n° 1.

**11.2** Si le demandeur ne peut justifier d'une qualification professionnelle suffisante, le directeur de l'Oniflhor peut subordonner l'octroi de l'aide à l'investissement, à l'engagement, pris par le producteur, de soumettre son exploitation à un suivi technique particulier, voire à l'obligation pour le producteur de suivre un stage de formation complémentaire.

**11.3** Les projets réalisés en **leasing** ou en **crédit bail** peuvent être subventionnés, dans la mesure où ils font l'objet d'un contrat prévoyant l'attribution de l'investissement en toute propriété dans un délai de 8 ans maximum et assurant le bénéfice effectif de l'aide au producteur. Les dispositions contractuelles doivent notamment préciser si l'aide, expressément prévue au contrat, est versée à la société de leasing ou au producteur.

**11.4** Les investissements relatifs à des aménagements réalisés dans le cadre d'une **location de serres** peuvent être subventionnés, dans la mesure où le locataire dispose d'un droit d'exploiter la serre pour une durée minimum de 9 ans et que le producteur bénéficie effectivement de l'aide.

**11.5** Dans le cas d'un **regroupement de plusieurs exploitations pour construire une serre unique**, dans le but d'optimiser la gestion financière, économique et technique du projet, les plafonds sont multipliés par le nombre d'exploitations concernées, dans la limite de dix.

Ces dossiers doivent être constitués sous forme de dossiers individuels, présentés conjointement, et doivent en outre avoir reçu l'agrément de la D.D.A.F. et du CTIFL quant à leur opportunité technique, économique et humaine.

Ces dossiers feront l'objet d'un examen au cas par cas par la commission nationale visée à l'article 11.6.

#### **11.6 Examen des dossiers présentant des caractères particuliers**

Dans le cas de dossiers présentant des difficultés particulières, ceux-ci peuvent, le cas échéant, être soumis à l'examen d'une Commission Nationale des serres, présidée par le directeur de l'Oniflhor et comprenant des représentants du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, du Contrôle d'Etat de l'Oniflhor, de la Fédération Nationale des Producteurs de Légumes (F.N.P.L.), de la Fédération française de la Coopération Fruitière, Légumière et Horticole (FELCOOP), des sections nationales produits concernés, du Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes (CTIFL), de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (C.N.C.A.) de l'Agence de l'environnement et de la Maîtrise de l'Energie (A.D.E.M.E.) et du Centre National du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (C.E.M.A.G.R.E.F.).

Cette commission consultative formule un avis sur les dossiers en se fondant notamment sur les études mises à sa disposition. Après avis de cette commission, le directeur de l'Oniflhor arrête le montant maximum des subventions à verser.

## **XII - BILAN D'APPLICATION**

La nature des investissements subventionnés et les conditions d'éligibilité et de plafonnement fixés par la présente circulaire font l'objet d'un bilan à l'issue de la première année d'application, pouvant conduire au réexamen de certaines de ses dispositions.

## **XIII - CONTRÔLES ET SANCTIONS**

**13.1** L'Oniflhor, le CNASEA, les D.D.A.F. et tout autre organisme agréé, se réservent la possibilité d'effectuer tout contrôle sur site, pendant ou après les travaux, ou de réclamer toute pièce justificative qu'ils estiment utile, en particulier pour les investissements financés forfaitairement. Les rapports de contrôle et les suites données seront transmis aux organismes payeurs (CNASEA et Oniflhor).

**5% au moins des demandes payées** chaque année seront contrôlées sur place par le CNASEA ou tout autre organisme agréé par ce dernier.

**13.2** Le non-respect des engagements pris, dans le cadre de la présente circulaire, ainsi que toute fausse déclaration ou toute utilisation frauduleuse de la subvention entraînent le reversement immédiat de la subvention à l'Oniflhor et au CNASEA, sans préjudice de poursuites judiciaires.

#### **XIV – DATE D'APPLICATION DE LA PRESENTE CIRCULAIRE**

Les dossiers déposés en DDAF à partir du 22 novembre 2001 sont éligibles aux dispositions de la présente circulaire.

La Sous-Directrice des Cultures  
et des Produits Végétaux

Marie-France CAZALERE

## **SOMMAIRE**

### **Résumé**

#### **I - OBJECTIF**

- 1.1. Objectif
- 1.2. Stratégie économique et commerciale
- 1.3. Environnement et sécurité

#### **II - CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS**

- 2.1. Adhésion à une organisation de producteurs
- 2.2. Définition de l'exploitant agricole à titre principal
- 2.3. Définition des jeunes agriculteurs
- 2.4. Qualification professionnelle
- 2.5. Appui en matière de technique et de gestion
- 2.6. Disciplines professionnelles et interprofessionnelles
- 2.7. Comptabilité et imposition de la TVA
- 2.8. Destination des investissements et des équipements
- 2.9. Autofinancement

#### **III - NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES**

- 3.1. Les constructions de serres
- 3.2. L'installation d'équipements dans les serres construites définies à l'article 3.1.
- 3.3. L'aménagement
- 3.4. La rénovation de serres

#### **IV - PLAFONDS DES SURFACES RETENUES**

- 4.1. Cas des constructions et des installations
- 4.2. Cas des aménagements de serres existantes

#### **V - MONTANT DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES**

- 5.1. Minimaux et plafonds d'investissement éligibles
- 5.2. Cas de sinistre ou d'expropriation



## **VI - MONTANT DES AIDES**

- 6.1. Investissements
- 6.2. Études
- 6.3. Démolitions
- 6.4. Exploitations signataires d'un C.T.E.

## **VII - CONSTITUTION DES DEMANDES DE CONCOURS FINANCIER**

- 7.1. Dossier de demande
- 7.2. Analyse technico-économique et plan de financement
- 7.3. Photocopie de la carte d'identité pour les jeunes agriculteurs et attestation militaire
- 7.4. Date d'installation
- 7.5. Attestation de l'AMEXA et de la MSA
- 7.6. Copie de la reconnaissance du GAEC par la DDAF
- 7.7. Avis favorable du banquier
- 7.8. Bilans et comptes de résultat
- 7.9. Garantie financière pour les jeunes agriculteurs
- 7.10. Compétence et appui technique du demandeur
- 7.11. Attestation du paiement des taxes et cotisations interprofessionnelles
- 7.12. Devis descriptifs et estimatifs des investissements
- 7.13. Attestation de conformité aux normes du modèle de serres retenu
- 7.14. Attestation sur le caractère assurable des constructions et/ou rénovations
- 7.15. Délai entre deux demandes

## **VIII - PROCÉDURE D'EXAMEN / INSTRUCTION DES DOSSIERS**

- 8.1. Dépôt du dossier et contrôle DDAF
- 8.2. Examen du dossier par le CTIFL
- 8.3. Examen du dossier par l'Oniflhor : délivrance de l'accusé de réception et de la feuille d'agrément
- 8.4. Modification des projets déposés

## **IX - DÉLAI DE RÉALISATION DE L'INVESTISSEMENT**

## **X - VERSEMENT DE LA SUBVENTION ET DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

- 10.1. Présentation de la demande d'avance cautionnée
- 10.2. Demande de subvention définitive ou de versement du solde  
Délai de présentation / Dépôt des dossiers à l'Oniflhor
- 10.3. Versement
- 10.4. Montant définitif de la subvention
- 10.5. Notification du paiement ONIFLHOR et CNASEA

## **XI - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

- 11.1. Dérogations à l'obligation d'adhésion
- 11.2. Capacité professionnelle insuffisante
- 11.3. Projets réalisés en leasing ou en crédit-bail
- 11.4. Investissements réalisés dans le cadre d'une location de serre
- 11.5. Cas d'un regroupement de plusieurs exploitations
- 11.6. Examen des dossiers présentant des caractères particuliers

## **XII – BILAN D'APPLICATION**

## **XIII – CONTROLES ET SANCTIONS**

- 13.1. Contrôles par l'Oniflhor, le CNASEA et les D.D.A.F.
- 13.2. Sanctions

## **XIV – DATE D'APPLICATION DE LA PRESENTE CIRCULAIRE**

## **ANNEXES**

- 1 - Définitions des postes forfaitisés**
- 2 - Aménagements**
- 3 - Barème des subventions forfaitisées**
- 4 - Application des barèmes de subvention**
- 5 - Liste des diplômes reconnus**
- 6 - programme de l'organisation de producteurs**
- 7 - Demande de concours financier à l'Oniflhor**
- 8 - Renseignements sur l'exploitation**
- 9 - Attestation bancaire**
- 10 - Engagement de caution de l'O.P.**
- 11 - Demande de versement de la subvention**
- 12 - Fiche d'enquête de la D.D.A.F. sur le terrain**
- 13 - Demande d'avance cautionnée**
- 14 - Engagement de caution personnelle et solidaire**

<p align="center"><b>DÉFINITION DES POSTES FORFAITISÉS</b></p>
--

**N° de poste / Poste / Coût de référence moyen**

**STRUCTURES**

**00 M     Serre "verre" / (35,00 euros / m<sup>2</sup>)**

Serre à vitrage plan constituée de chapelles de faible largeur doubles type Venlo, voire triples, avec fondations, terrassements, dispositifs d'aération, électricité, montage, conforme à la norme AFNOR NFU 57060.

**01 M     Serre "multichapelle plastique" à couverture plastique souple / (17,50 euros / m<sup>2</sup>)**

Serre multichapelle à charpente métallique avec fondations, aération automatique, supports de culture et montage inclus, conforme à la norme AFNOR NFU 57064 (Films exclus du bénéfice des aides).

**02 M     Serre "multichapelle plastique à double paroi gonflable" ou à couverture plastique semi-rigide / (22,10 euros / m<sup>2</sup>)**

Serre multichapelle à charpente métallique avec fondations, aération automatique, supports de culture, double paroi gonflable, films ou matériaux plastiques cintrables à froid et montage inclus, conforme à la norme AFNOR NFU 57064.

**03 M     Serre "bitunnel" / (7,60 euros / m<sup>2</sup>)**

Serre bitunnel à charpente métallique avec système d'ancrage ou fondations, aération par écartement de bâches, supports de cultures et montage inclus (film de couverture exclu), conforme à la norme AFNOR NFU 57064.

**04 M     Serre "bitunnel" avec aération automatique / (11,40 euros / m<sup>2</sup>)**

Serre bitunnel à charpente métallique avec système d'ancrage ou fondations, aération automatique par ouvrant continu, supports de culture et montage inclus, conforme à la norme AFNOR NFU 57064.

**05 M     Serre "bitunnel" à double paroi gonflable / (13,00 euros / m<sup>2</sup>)**

Même définition que le bitunnel avec aération automatique + double paroi.

## N° de poste / Poste / Coût de référence moyen

### CHAUFFAGE

Chauffage eau chaude centralisée dit "thermosiphon" de puissance installée supérieure ou égale à 200 k.cal/h m<sup>2</sup> :

**10 M    "Chaufferie" / (8,40 euros / m<sup>2</sup>)**

Chaudières et équipement de la chaufferie avec brûleur (fioul ou gaz,...), alimentation en combustible, cheminée, expansion, régulation et isolation.

**11 M    Thermosiphon / (7,60 euros / m<sup>2</sup>)**

Réseau de distribution de chaleur dans la serre (tubes, supports, vannes, pompes, ...).

**12 M    Chauffage localisé "basse température" / (6,10 euros / m<sup>2</sup>)**

De puissance installée supérieure ou égale à 50 k.cal/h m<sup>2</sup> comprenant générateur de chaleur type brûleur immergé ou équivalent, l'alimentation en combustible, régulation, réseau de distribution en eau tiède par tubes ou gaines en matière plastique.

**Chauffage en air pulsé, gaz / (6,10 euros / m<sup>2</sup>)**

De puissance installée supérieure ou égale à 125 k.cal/h m<sup>2</sup> comprenant générateur, brûleur, alimentation en combustible, cheminée, électricité, régulation, gaines de distribution... avec alimentation en gaz.

**13M    Chauffage en air pulsé, fioul / (4,60 euros / m<sup>2</sup>)**

De puissance installée supérieure ou égale à 125 k.cal/h m<sup>2</sup> comprenant générateur, brûleur, alimentation en combustible, cheminée, électricité, régulation, gaines de distribution..., avec alimentation en fioul domestique.

**14 M    Chauffage de végétation (ou tubes de croissance) / (3,80 euros / m<sup>2</sup>)**

Réseau de distribution de chaleur par tubes métalliques, comprenant 4 tubes en acier de diamètre 28 par chapelle de 6,40 m ou un système équivalent, chaînettes de support, vannes, pompes et régulation.

**15 M    Chauffage "antigel" par air pulsé / (3,05 euros / m<sup>2</sup>)**

De puissance installée supérieure ou égale à 80 k.cal/h m<sup>2</sup> comprenant générateur, brûleur, alimentation en combustible, cheminée, électricité, régulation.

**.    Chauffage du sol ou substrat / (3,05 euros / m<sup>2</sup>)**

De puissance installée supérieure ou égale à 25 k.cal/h m<sup>2</sup> comprenant générateur ou système mélangeur branché sur une installation existante, réseau de distribution par tubes en matière plastique et régulation.

**N° de poste / Poste / Coût de référence moyen**  
**IRRIGATION**

**20 M     Station de tête d'irrigation et de fertilisation / (1,80 euros / m<sup>2</sup>)**

Comprenant : la filtration, les bacs d'engrais et de mélange, les pompes pour mélange, le système de régulation (lorsqu'il concerne des projets importants, ce forfait inclut l'ordinateur), l'alimentation en eau et électricité et le montage.

**21 M     Arrosage "goutte à goutte" localisé / (0,80 euros / m<sup>2</sup>)**

Comprenant : pompes, vannes, réseau de distribution, un système de régulation sommaire, l'alimentation en eau et le montage.

**Arrosage par aspersion ou brumisation (autre que le système "fog") / (0,80 euros / m<sup>2</sup>)**

Comprenant : pompes, vannes, réseau de distribution, un système de régulation sommaire, l'alimentation en eau et électricité et le montage.

**22 M     Complément hors sol / (5,80 euros / m<sup>2</sup>)**

Equipement complémentaire pour cultures hors sol comprenant : les conteneurs de substrat ou bacs de culture, le substrat, les bacs supplémentaires de solution nutritive, le réseau de distribution, les capteurs de contrôle, le système de régulation spécifique au hors sol (ordinateur). Le réchauffage de la solution ou des substrats et le montage.

**Brouillard "(type fog)" / (5,80 euros / m<sup>2</sup>)**

Comprenant une station de tête avec filtration, traitement de l'eau, compresseur, réseau de distribution, système de régulation et de contrôle, pulvérisation en très fines gouttes (environ 10 microns) obtenue par pression égale ou supérieure à 30 bars ou par pression d'air égale ou supérieure à 4 bars, ou par coupelles rotatives ou par tout autre système d'efficacité comparable.

**23 M     Aspersion sur toiture (pour refroidissement ou ombrage de serre verre) / (2,30 euros / m<sup>2</sup>)**

Comprenant les asperseurs, supports, le réseau d'alimentation, la régulation et le montage.

**24 M     Aspersion sur toiture (pour antigel) / (0,50 euros / m<sup>2</sup>)**

Comprenant : pompes, vannes, réseau de distribution, alimentation en eau et électricité, un système de régulation et le montage.

**25 M     Chariot d'irrigation / (5.335,00 euros / unité)**

Forfait applicable à l'unité, comprenant chariot avec motoréducteur, armoire de commande, rampe équipée ainsi que les rails supports, fixations et montage.

**26 M     Complément hors sol sur sacs / (3,80 euros / m<sup>2</sup>)**

Equipement complémentaire hors sol comprenant les sacs de substrats (tourbe, pouzzolane ou substrat organique), le réseau de distribution goutte à goutte, les bacs supplémentaires (complémentaires) de solution nutritive ou le système d'injection, les capteurs de contrôle et le système de régulation spécifique du hors sol. Par ailleurs, le système de chauffage devra permettre une maîtrise de la température du substrat.

## N° de poste / Poste / Coût de référence moyen

### ÉQUIPEMENTS DIVERS

**30 M     Automatisation de la climatisation / (2,30 euros / m²)**

Régulation climatique par ordinateur (comprise dans les forfaits pour l'irrigation) comprenant l'unité centrale, les périphériques de dialogue, les capteurs, les câbles, les organes de commande, le branchement électrique et le montage.

**31 M     Automatisation de la climatisation des multichapelles / (1,10 euros / m²)**

Régulation climatique par automate programmable comprenant le programmeur, la station météorologique, les capteurs, les câblages, les organes de commande, le branchement électrique et le montage.

**32 M     Ecran thermique ou d'ombrage mobile / (7,60 euros / m²)**

comprenant les supports, le mécanisme de fermeture et d'ouverture, la toile ou bâche, la régulation, le branchement électrique et le montage.

**33 M     Eclairage photosynthétique / (22,90 euros / m²)**

Comprenant réflecteurs dotés de lampes sodium haute pression à raison d'un appareil pour 10 m² ou équivalent en puissance, câblés d'alimentation, raccordements électriques, armoires de contrôle, programmation et montage.

**34 M     Enrichissement en CO<sup>2</sup> / (0,80 euros / m²)**

Comprenant la production en CO<sup>2</sup>, le matériel de détente, de vaporisation et d'injection, le réseau de distribution, la régulation (sondes, analyseur) et montage.

**35 M     Enrichissement en CO<sup>2</sup> par récupération sur les gaz de fumées de chaudières à gaz / (1,50 euros / m²)**

Equipements d'injection comprenant une unité d'aspiration refoulement par ventilateur, un système de clapet ou vanne motorisé, un système de régulation avec analyseur de CO<sup>2</sup>, le montage et le branchement électrique

**36 M     Enrichissement en CO<sup>2</sup> par récupération sur les gaz de fumées de chaudières à gaz avec stockage de chaleur / (2,70 euros / m²)**

Comprenant l'équipement précédent avec en plus un réservoir d'eau chaude ou tiède, le réseau de canalisation, l'échangeur récupérateur de chaleur sur les fumées, les vannes, pompes et le système de régulation.

**37 M     Chariots électriques / (2.590,00 euros / unité)**

Forfait applicable à l'unité, comprenant Chariots de manutention automoteur, roulant sur les tubes de chauffage servant de rail, avec batteries et accessoires.

**38 M     Ordinateur climatique / (3.810,00 euros / unité)**

Forfait applicable par compartiment supplémentaire, comprenant les capteurs, les câbles, les organes de commande, le branchement électrique et le montage.

## **N° de poste / Poste / Coût de référence moyen**

### **GROUPE ÉLECTROGÈNE**

Forfaits applicables au nombre de KVA, comprenant moteur et alternateur avec châssis, système de protection, contrôle et sécurité, démarrage électrique automatique et inverseur de source.

- 40 M**    Puissance de 20 à 50 KVA / **(275,00 euros / KVA)**
- 41 M**    Puissance de 51 à 150 KVA / **(200,00 euros / KVA)**
- 42 M**    Puissance de 151 à 300 KVA / **(150,00 euros / KVA)**



<b>Nature des investissements susceptibles de bénéficier d'une subvention au titre de l'aménagement des structures existantes</b>
---

1. Equipements suivants, dans la mesure où ils répondent intégralement aux définitions de l'annexe 1 (équipements proposés forfaitairement) :

Thermosiphon et/ou chariots électriques, dès lors que leur installation est rendue nécessaire par le passage en hors sol, et pour la surface correspondante

Groupe électrogène quand son installation est rendue nécessaire à l'automatisation des équipements de la serre,

Eclairage photosynthétique,

Ecran thermique et/ou d'ombrage,

Automatisation de la climatisation,

Station de tête d'irrigation et de fertilisation,

Chariots d'irrigation,

L'aménagement de serres existantes est accepté pour les chaufferies, les réseaux de chauffage et les équipements de récupération de chaleur, lorsqu'il est rendu nécessaire par un changement de mode de culture ou de production et qu'il ne s'agit pas de renouvellement d'équipements amortis.

- 2 Equipements suivants, dans la mesure où ils auront fait l'objet d'un examen par le CTIFL et obtenu l'aval de l'Oniflhor (équipements proposés hors forfait)

Tablettes mobiles,

Equipements d'enrichissement en gaz carbonique,

Ponts roulants,

Equipements de refroidissement du sol,

Récupération, désinfection, et recyclage des solutions nutritives,

Bassin de récupération des eaux d'irrigation,

Les matériels novateurs de production ainsi que les techniques culturales respectueuses de l'environnement.

**Barème des subventions applicables pour les  
annexe 3  
investissements forfaitisés**

en euros / m<sup>2</sup> / unité / KVA

Postes D'investissement	Barème J.A	Barème Aînés
<b>STRUCTURES</b>		
00 M Serre verre	8,75	7,70
01 M Multichapelle plastique	4,38	3,85
02 M Multichapelle double paroi gonflable	5,53	4,86
03 M Bitunnel	1,90	1,67
04 M Bitunnel avec aération automatique	2,85	2,51
05 M Bitunnel avec aération automatique, double paroi gonflable	3,25	2,86
<b>CHAUFFAGE</b>		
10 M Chaufferie	2,10	1,85
11 M Thermosiphon	1,90	1,67
12 M Air pulsé gaz / basse température	1,53	1,34
13 M Air pulsé fioul	1,15	1,01
14 M Chauffage de végétation	0,95	0,84
15 M Antigél / chauffage du sol ou substrat	0,76	0,67
<b>IRRIGATION</b>		
20 M Station de tête	0,45	0,40
21 M Goutte à goutte / aspersion / brumisation	0,20	0,18
22 M Complément hors sol / brouillard type fog	1,45	1,28
23 M Aspersion toiture (refroidissement ou ombrage)	0,58	0,51
24 M Aspersion toiture (antigel)	0,13	0,11
25 M Chariot d'irrigation (à l'unité)	1 333,75	1 173,70
26 M Complément hors sol sur sacs	0,95	0,84
<b>DIVERS</b>		
30 M Automatisation de la climatisation	0,58	0,51
31 M Automatisation climatisation par automate (multichapelle)	0,28	0,24
32 M Ecran thermique / d'ombrage	1,90	1,67
33 M Eclairage photosynthétique	5,73	5,04
34 M Enrichissement en CO <sup>2</sup>	0,20	0,18
35 M Enrichissement en CO <sup>2</sup> par récupération gaz de fumées	0,38	0,33
36 M Enrichissement CO <sup>2</sup> par récupération et stockage de chaleur	0,68	0,59
37 M Chariots électriques (à l'unité)	647,50	569,80
38 M Ordinateur climatique (compartiment supplémentaire - à l'unité)	952,50	838,20
<b>GROUPE ÉLECTROGÈNE</b>		
40 M Puissance de 20 à 50 KVA (au nombre de KVA)	68,75	60,50
41 M Puissance de 51 à 150 KVA (au nombre de KVA)	50,00	44,00
42 M Puissance de 151 à 300 KVA (au nombre de KVA)	37,50	33,00

**APPLICATION DES BARÈMES DE SUBVENTION**

	<b>Barème J.A.</b>	<b>Barème aînés</b>
<u>Situation du demandeur</u>	Adhérents à une organisation de producteurs reconnue et qui bénéficient de la majoration jeune agriculteur telle que définie à l'article 2.3.	Adhérents à une organisation de producteurs reconnue.
<u>Investissements forfaitisés</u>	<b>annexe 3</b>	
<u>Investissements non forfaitisés</u>	<b>25 %</b>	<b>22 %</b>

**Liste indicative des diplômes et titres permettant de solliciter les aides à l'investissement dans les serres maraîchères lorsqu'ils sont complétés par un stage de six mois**

- +/- brevet de technicien agricole ;
- brevet professionnel option "responsable d'exploitation agricole" ;
- baccalauréat série D' "sciences et techniques agronomiques" ;
- brevet de technicien supérieur agricole ;
- diplôme universitaire de technologie de biologie appliquée "option agronomie" ;
- diplôme d'ingénieur délivré par les écoles suivantes :
  - . l'INAPG,
  - . l'ENSA de Rennes, Montpellier, Toulouse et Nancy,
  - . l'ENITA de Dijon, Bordeaux et Clermont-Ferrand,
  - . l'INH d'Angers,
  - . l'INPSA de Dijon,
  - . l'ENSFA de Rennes,
  - . l'école supérieure d'agriculture d'Angers,
  - . l'école supérieure d'agriculture de Purpan,
  - . l'institut supérieur agricole de Beauvais,
  - . l'institut supérieur d'agriculture de Lille,
  - . l'institut supérieur d'agriculture de Rhône-Alpes, à Lyon,
  - . l'école supérieure d'ingénieurs et de techniciens pour l'agriculture, à Val de Reuil.
  - . l'institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole.
- certificat d'aptitude à la conduite des cultures protégées CNF Théza.

<b>PROGRAMME DE L'ORGANISATION DE PRODUCTEURS</b>
---

Nom et raison sociale de l'O.P : .....

Numéro de reconnaissance : .....

Forme juridique : .....

### **I - DESCRIPTION DE L'O.P.**

Nombre d'adhérents totaux : .....

	Tomate	Concombre	Salade	Autres	Total
Nombre d'adhérents					
Surfaces de serres	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
Surfaces de plein champs	ha	ha	ha	Ha	ha
Tonnages	T	T	T	T	T
Prix moyen payé aux prod.	€/Kg	€/Kg	€/Kg	€/Kg	€/Kg

État du parc de serres	- de 5 ans	- de 10 ans	- de 20 ans	+ de 20 ans	Total
Verre	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
Multichapelles plastique	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>

Principales productions sous serre	Année n-2	Année n-1	Année n
-	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
-	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
-	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
-	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
-	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>

Descriptif détaillé de la commercialisation des produits de ses adhérents :

- Prix moyen de vente des principales productions sur les trois dernières campagnes :

Productions	Année n-2	Année n-1	Année n
-	€	€	€
-	€	€	€
-	€	€	€
-	€	€	€
-	€	€	€

- Nombre d'acheteurs : .....

- Principaux acheteurs : .....

- Existe-t-il des conventions entre l'O.P. et les partenaires commerciaux  
(Joindre les conventions) [ ] Oui [ ] Non

- L'O.P. est-il membre d'un GIE ou d'un groupe de commercialisation ? [ ] Oui [ ] Non

Si oui lequel ou lesquels ?

## II - OBJECTIFS ET STRATÉGIES

Le présent document ne constitue qu'un modèle. Les O.P. peuvent présenter leurs objectifs et stratégies sous la forme qu'ils souhaitent à partir du moment où les points suivants sont repris et soulignés.

Potentiel de culture sous serre	Surfaces n-2	Surfaces n	Surfaces n+3 (projets)
Tunnels	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
Multichapelles plastique	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
Serres verre	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>

- Évolution du potentiel de production / augmentation du chiffre d'affaire :

- Évolution des coûts de production (main d'œuvre, chauffage, amortissement...) :

- Amélioration de la qualité / démarche qualité / modalité d'application de la charte :

- Démarche envers l'environnement :

- Stratégie commerciale / extension du champs d'action :

- Objectifs commerciaux / amélioration et mise en valeur commerciale :

Fait à : .....le : .....

.....

Signature du Président de  
L'organisation de producteurs  
(cachet de l'O.P)

**DEMANDE DE CONCOURS FINANCIER A L'ONIFLHOR ET AU  
FEOGA**

N° Dossier : .....

Nom / Raison sociale : .....

Adresse : .....  
.....

Maraîcher [ ]

Arboriculteur [ ]

Téléphone : ..... Fax : .....

Mixte [ ]

Organisme chargé de l'étude : .....

Nom du technicien : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

**Présentation de l'entreprise**

- Origine et date de création : .....
- Structure juridique : .....
- Numéro de SIRET : .....
- Nombre d'associés : .....

- Principales productions : .....
- Surfaces de production actuelles : .....
- . Serres verre : ..... m<sup>2</sup> . Bitunnels : ..... m<sup>2</sup>
- . Multichapelles plastique : ..... m<sup>2</sup> . Tunnels : ..... m<sup>2</sup>
- . Double paroi gonflable : ..... m<sup>2</sup> . Plein air : ..... m<sup>2</sup>

**Présentation du projet**

- Descriptif du projet et effets attendus : .....  
.....  
.....
- Nature du projet :            Construction [ ]            Aménagement [ ]            Rénovation [ ]
- Surfaces concernées : ..... m<sup>2</sup> ..... m<sup>2</sup> ..... m<sup>2</sup>
- Conformité normes AFNOR NFU57
- Serres verre NFU 57060 [ ]            Multichapelles plastique NFU 57064 [ ]



### Barème et taux de subvention demandés

- Investissements forfaitisés : barème ..... Investissements non forfaitisés : .....%

### Obligations par rapport à la circulaire

- Compétence technique : ..... diplôme : .....  
..... expérience 5 ans : .....
- Affiliation à un organisme professionnel apportant un appui technique et de gestion  
Oui [ ] Non [ ] Si oui lequel : .....
- Assujettissement à la T.V.A. effectif [ ] engagement [ ]
- Tenue d'une comptabilité effectif [ ] engagement [ ]

### Situation du demandeur

- Jeune Agriculteur (moins de 40 ans) Oui [ ] Non [ ]
- Date de naissance : .....
- Année d'installation : .....
- Dépositaire d'un C.T.E. : Oui [ ] Non [ ]
- Signataire d'un C.T.E. : Oui [ ] Non [ ]
- Adhérent à une organisation de producteurs reconnue : Oui [ ] Non [ ]
- Si oui laquelle : .....
- Opérateur commercial lié à l'O.P. : .....

### Aides publiques obtenues depuis le 22 novembre 2001 inclus

\* Subventions Oniflhor / CNASEA : ..... €

\* Prêt : ..... €

. P.I. : ..... €

. PPVS : ..... €

\* Autres aides :

- AFME / EDF / GDF : ..... €

- PIM : ..... €

- Région : ..... €

- Département : ..... €

- Commune : ..... €

- Autres (à préciser) : ..... €

- ..... : ..... €

- ..... : ..... €

**Cachet D.D.A.F.**

### Plan de financement

- MONTANT DU PROJET : ..... € 100 % Taux et durée des crédits

\* Autofinancement : ..... € %

\* Prêt : ..... €

. P.I. : ..... €

. PPVS : ..... €

\* Subvention Oniflhor / CNASEA : ..... €

\* Autres aides : ..... €

- AFME / EDF / GDF : ..... €

- PIM : ..... €

- Région : ..... €

- Département : ..... €

- Commune : ..... €

AVIS DU BANQUIER joint à la présente demande :

- Contrat de leasing attestant à qui la subvention doit être versée joint à la présente demande : Oui [ ] Non [ ]

Oui [ ] Non [ ]

- Cas de forme sociétaire :

. Raison sociale : .....

. Objet : .....

. Répartition du capital social :

[illegible]

## ■ Présentation des investissements, calcul de la subvention

## **1. Investissements forfaitisés**

Nature de l'investissement	N° de poste	Montant hors taxes	Surface (en m²)	Coût/m² (par poste)	Subvention Demandée
<b>TOTAUX</b>					€

## 2. Investissements non forfaitisés

Nature de l'investissement	Montant hors taxes	Surface (en m²)	Coût/m² (par poste)	Subvention Demandée
<b>TOTAUX</b>				€

## Investissements

Total subventionnable	Subvention demandée
	€

## Démolition

	Nombre de M <sup>2</sup> démolis	Subvention (euros/M <sup>2</sup> )	Aide demandée (en euros)
Serres verre		1,83	€
Multichapelles plastique		0,91	€
<b>Total</b>			€

## Étude et contrôle

Subvention = subvention sur invest. X 1%  
(Mini 150 euros, Maxi 530 euros)

Total subventionnable	Subvention demandée
	€

<b>Total subvention demandée</b>	€
<b>Bonification C.T.E. (20% de la subvention demandée)</b>	€
<b>Total subvention demandée (après application du plafond PDRN)</b>	€

En cas d'acceptation de ma demande de subvention, je m'engage à :

- ne pas changer la destination agricole des investissements et des équipements subventionnés,
- ne pas mettre ces équipements à la disposition de tiers sous quelque forme que ce soit,
- maintenir les installations en bon état de fonctionnement, pendant une durée de 5 ans à compter de la date d'achèvement des travaux,
- conserver le statut d'exploitant agricole à titre principal pendant 5 ans,
- respecter les normes en vigueur en ce qui concerne l'environnement.

Je reconnais être informé, qu'en cas de manquement de ma part à un des engagements mentionnés ci-dessus, l'Oniflor et le CNASEA pourront exiger le reversement immédiat de la subvention reçue.

Mes successeurs éventuels devront reprendre l'engagement souscrit.

Je soussigné, ....., certifie :

- que mon exploitation n'a pas atteint à ce jour le plafond d'aide publique imposé par le PDRN,
- être en règle par rapport au paiement des taxes et cotisations interprofessionnelles rendues obligatoires par les pouvoirs publics et à rester pendant cette durée membre de l'organisation de producteurs et à respecter les règles édictées par celle-ci.

Fait à : .....le : .....

Signature du demandeur

Je soussigné, .....,

Président de l'O.P. reconnue, certifie que le projet de .....

..... s'intègre dans le programme prévisionnel et dans la stratégie de l'O.P.

Fait à : .....le : .....

Signature du Président de l'O.P.

(cachet de l'O.P.)

■ **AVIS DE LA D.D.A.F**

A ..... , le .....

Signature et cachet

■ **AVIS DU CTIFL**

A ..... , le .....

...

Signature et cachet

Le Directeur,

<b>RENSEIGNEMENTS SUR L'EXPLOITATION</b>
--

**I - DESCRIPTIF**■ **Historique et présentation de l'entreprise :**

--

■ **Productions et systèmes de culture :** (nature, quantités et calendrier des productions)

<p>- Nature des productions sous serres</p> <p style="margin-left: 40px;">- Avant investissements .....</p> <p style="margin-left: 40px;">- Après investissements .....</p> <p>- Quantités produites sous serres</p> <p style="margin-left: 40px;">- Avant investissements ..... Kgs</p> <p style="margin-left: 40px;">- Après investissements ..... Kgs</p>	
--	--

■ **Descriptif des surfaces actuelles**

Types d'abris	Age	Surfaces		Cultures réalisées
		Chauffée	Non chauffée	
SERRES :				
-				
-				
-				
-				
-				
TUNNELS :				
-				
-				
-				
CHASSIS :				
TOTAL COUVERT				
PLEIN AIR				

■ **Chauffage**

Combustible	Puissance installée (en Kcal/h/m <sup>2</sup> )	Consommation annuelle (en tonnes ou Kw/m <sup>2</sup> )	Coût annuel
Avant projet :			
Après projet :			
TOTAL			

■ **Commercialisation** (sur la base de la moyenne des trois dernières années)

<p>- Livraison à une organisation de producteur</p> <p>Laquelle ?</p>
<p>- Mode de commercialisation de l'O.P. :</p> <p>Commentaires :</p>

■ **Personnel sous serres**

	Avant projet	Après projet
- En équivalent plein temps dont :  . salariés permanents  . main d'œuvre familiale  . main d'œuvre saisonnière		
<b>TOTAL</b>		



## II. DESCRIPTION ET JUSTIFICATION TECHNIQUE DU PROJET

---

### ■ Démolitions

Verre	Multichapelle plastique	Double paroi gonflable	Bitunnel
M <sup>2</sup>	M <sup>2</sup>	M <sup>2</sup>	M <sup>2</sup>

### ■ Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux (mois/année)

Début des travaux	
Fin des travaux	
Mise en service	

N.B. : Les travaux ne peuvent en aucun cas débiter avant la délivrance de l'accusé de réception

- **Coût du projet**

Investissements	Fournisseurs	Surface équipée	Coût/m²	Coût total
<b>TOTAL</b>				

<b>ATTESTATION BANCAIRE</b>
-----------------------------

Nom du producteur : .....

Adresse : .....

Je soussigné (1) .....

.....  
atteste que l'attribution du prêt sollicité par le producteur susnommé, pour le financement de la reconstruction, de la construction et/ou de l'aménagement d'une serre de ..... m<sup>2</sup> a fait l'objet d'un avis favorable en date du ..... au vu des caractéristiques de la situation financière de l'exploitation avec les éléments de motivation ci-après :

Le Plan de financement se décompose comme suit :

- Montant du projet : .....  
€

- Autofinancement : .....  
€

Prêt :

- P.S.M. : ..... Durée : ..... Taux : .....  
€

- P.P.V.S. : ..... Durée : ..... Taux : .....  
€

- Autre(s) : ..... Durée : ..... Taux : .....  
€

Subventions

- ONIFLHOR / CNASEA : ..... €

- Autres : ..... €

..... €

**Signature et cachet de la banque**

.....	€
.....	€
.....	€

(1) Nom et qualité

<b>ENGAGEMENT DE CAUTION</b>
------------------------------

Le soussigné (1) : .....

Agissant au nom et pour le compte de (2) : .....  
 .....

Et dénommée ci-après "La caution", dûment habilité à l'effet des présentes par une délibération du Conseil d'Administration en date du : .....

Déclare, ès-qualité, SE PORTER CAUTION pour (3) : .....  
 .....

Ci-après désigné par "l'emprunteur", envers (4) : .....  
 .....

, ci-après désignée par "Le prêteur", pour sûreté des crédits suivants désignés par "Le Crédit".

Objet	:	.....
Montant	:	.....
Taux	:	.....
Durée	:	.....
Échéance finale	:	.....

#### DECLARE :

- Avoir pris connaissance des clauses et conditions prévues au contrat de crédit ;
- Avoir été informé par l'emprunteur de sa situation financière ;
- S'engager solidairement à garantir au prêteur le remboursement du crédit en principal, intérêts, y compris les intérêts de retard, frais et accessoires, en vertu du contrat de crédit et de l'exécution de toutes les obligations en résultant :
  - à hauteur de la somme de
  - pour une durée de 5 ans à compter de la réalisation du prêt.
- Convenir, au cas où il y a pluralité ou fractionnement de caution que l'engagement se définit par l'addition des cautionnements donnés et non par leur confusion, qu'il soit établi par acte séparé ou par acte unique ;
- Renoncer dès à présent au bénéfice de discussion, ce qui implique qu'au cas où le prêteur serait créancier d'une somme quelconque au titre du contrat de crédit, il pourrait poursuivre indifféremment l'emprunteur et/ou la caution ;
- Renoncer dès à présent au bénéfice de division, ce qui implique qu'au cas où le prêteur serait garanti par plusieurs cautions, il pourrait réclamer toute la créance à une seule des cautions dans la limite de son engagement, sans avoir à poursuivre les autres cautions ;
- Reconnaître que le prêteur pourra, sans avoir à respecter d'autres formalités que l'envoi d'une simple lettre recommandée, exercer son recours contre la caution dès que sa créance sur l'emprunteur deviendra exigible pour une raison quelconque, notamment en cas de déchéance du terme ;

- Reconnaître également, que si par l'effet de la loi la déchéance du terme ne pouvait s'appliquer à l'égard de l'emprunteur, la caution sera néanmoins déchue du bénéfice du terme et tenue de payer l'intégralité des sommes cautionnées dès lors que le crédit présenterait un retard par rapport aux échéances contractuelles initiales ;
- Dispenser expressément le prêteur de l'informer du remboursement ou du non-remboursement des sommes prêtées et renoncer à se prévaloir du défaut d'avis par le prêteur en cas de non-paiement aux échéances convenues ;
- Consentir à ce que le prêteur accorde éventuellement tous délais de paiement, pour tout ou partie des sommes dues, sans que la caution puisse lui faire grief de ne pas l'en avoir informée et sans que lesdits délais ne puissent emporter novation ;
- Consentir à ce que son engagement demeure valable même si l'emprunteur personne physique ou s'il s'agit d'une personne morale, les personnes assurées par elle ne pouvaient pas, pour une raison quelconque, bénéficier le cas échéant de l'assurance décès-invalidité permanente et absolue et dispenser expressément le prêteur de l'en informer ;
- Faire elle-même le nécessaire, si elle le juge utile, pour :
  - S'assurer que les fonds prêtés sont employés conformément à l'objet indiqué, reconnaissant que la violation de cet engagement par l'emprunteur ne libérera en aucun cas la caution de son cautionnement,
  - S'informer, jusqu'au complet remboursement des sommes dues, de l'évolution de la situation financière de l'emprunteur, exonérant le prêteur de toute responsabilité au cas où elle n'y parviendrait pas,
  - S'interdire de se prévaloir de toute subrogation, d'exercer des poursuites et, d'une façon générale, d'élever toutes prétentions qui auraient pour résultat de faire venir la caution en concours avec le prêteur, tant que celui-ci n'aura pas été désintéressé e la totalité des sommes qui lui sont dues par l'emprunteur en capital, intérêts, y compris les intérêts de retard, frais et accessoires, et reconnaître qu'il en sera ainsi tant que le prêteur sera créancier à quelque titre que ce soit de l'emprunteur, que la caution ne soit pas libérée partiellement ou totalement de ses obligations.

Fait à . . . . ., le

Approuvés :

.... Mots rayés nuls,  
 .... Lignes rayées nulles,  
 .... Renvois.

Signatures et approbations

<b>DEMANDE DE VERSEMENT DE SUBVENTION</b>
---

(joindre obligatoirement deux R.I.B)

N° de dossier : .....

Désignation du bénéficiaire : .....

Adresse : .....

.....

Téléphone : ..... Télécopie : .....

Numéro de SIRET : .....

Date de l'accusé de réception : .....

Date de début des travaux : .....

Date de l'achèvement des travaux : .....

**INVESTISSEMENTS FINANCÉS FORFAITAIREMENT**

Poste				
Numéro	Nom	Surface réalisée (en m <sup>2</sup> )	Subvention (euros / m <sup>2</sup> )	Subvention Demandée (en euros)
		<b>TOTAL (A)</b>		€

## INVESTISSEMENTS NON FINANCÉS FORFAITAIREMENT

(joindre obligatoirement les originaux des factures acquittées ou des photocopies certifiées conformes)

Nature del'investissement	Coût total hors taxes (en euros)	Taux de subvention (en %)	Subvention Demandée (en euros)
	<b>TOTAL (B)</b>		€

## Démolition

	Nombre de M² démolis	Subvention (euros / m²)	Aide demandée (en euros)
Serres verre		1,83	
Multichapelles plastique		0,91	
<b>TOTAL (C)</b>			€

## Étude et frais de contrôle de conformité aux normes

**(A+B) X 1%** - Minimum 150 euros, Maximum 530 euros

<b>TOTAL (D)</b>	€
------------------	---

<b>Montant total de l'aide demandée (E)</b>	<b>(A)+(B)+(C)+(D)</b>	€
---	------------------------	---

<b>Bonification C.T.E. (F)</b>	<b>(E X 20%)</b>	€
--------------------------------	------------------	---

<b>Montant total de l'aide demandée</b>	<b>(E + F)</b>	€
---	----------------	---

Après application du plafond PDRN

Fait à ..... le .....

**Signature du bénéficiaire**



## **ATTESTATION DU DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT**

Le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt certifie la réalisation et l'achèvement des travaux sus-indiqués, atteste de leur conformité au programme sur la base duquel a été prise la décision de financement et certifie que les serres construites ont bien fait l'objet d'un contrôle de leur conformité aux normes.

A....., le.....

**Le Directeur départemental de  
l'agriculture et de la forêt**  
(Signature et cachet)

<b>MODERNISATION DES SURFACES DE SERRES MARAÎCHÈRES</b> <b>FICHE D'ENQUÊTE DE LA D.D.A.F. SUR LE TERRAIN</b>
---

N° de dossier :

Année de demande de paiement :

Nom du producteur :

**NATURE DE L'INVESTISSEMENT :**

+ construction

+ reconstruction

(une fiche par nature d'investissement)

+ rénovation

+ aménagement d'existant

**CRITERES CONTROLÉS :****CONFORME****ANOMALIE (2)**

Lieu d'implantation

+

+

Surface déclarée

+

+

Conformité aux normes

+

+

Affectation maraîchère de la serre

+

+

Acquittement effectif des factures

+

+

**POSTES D'INVESTISSEMENT (1)****CODE****SURFACE  
REALISÉE****CONFORME****ANOMALIE (2)****Type de serre**

.....O\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....O\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

**Chauffage**

.....1\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....1\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....1\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

**Irrigation**

.....2\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....2\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....2\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

**Divers**

.....3\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....3\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....3\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....3\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

.....3\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

**Groupe électrogène**

.....4\_\_ M

..... m<sup>2</sup>

+

+

**Observations (2) :** .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date de l'enquête de terrain :

Signature du contrôleur :

(2) Préciser les anomalies par surface concernée et si elles sont susceptibles de remettre en cause l'aide à verser.  
Eventuellement délai de remise en état du poste d'investissement concerné (date de contre-visite)

**Annexe 13**

à la circulaire du.....

**DEMANDE D'AVANCE CAUTIONNÉE**

N° de dossier : .....

Désignation du bénéficiaire : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Fax : .....

Sollicite l'obtention de l'avance liée aux investissements dans les serres maraîchères pour un  
montant de :  €

En toutes lettres : .....

Correspondant à 25% de la subvention retenue figurant sur la feuille d'agrément.

Domiciliation du paiement (joindre obligatoirement un R.I.B)

Etablissement / Succursale : .....  
.....  
Code banque : .....  
Code guichet : .....  
Numéro de compte : .....  
Clé : .....

Date de l'accusé de réception : .....

Date (effective ou prévisionnelle) de début des travaux : .....

Montant de la subvention retenue figurant sur l'accusé de réception : ..... €

Justification de l'avance (cadre réservé à la D.D.A.F.)

Factures pro forma / Bons de commande [ ] Autres : .....  
.....  
Visite sur site [ ] .....

A ..... le .....

Signature du demandeur

A ..... le .....

Signature et cachet de la D.D.A.F

Cadre réservé à l'Oniflhor		
Liquidation	Visa / Vu bon à payer	Payé

--	--	--

**ENGAGEMENT DE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE**

Nous, soussignés (1) .....

au capital de .....  
élisant domicile pour l'exécution du présent acte à (2) .....  
.....

représenté par M. (3) .....

nommé à cette fonction et investi des pouvoirs nécessaires pour intervenir valablement au présent  
engagement par délibération du Conseil d'Administration en date du .....  
déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de (4) .....  
.....

pour la somme de (5) .....

.....  
représentant la garantie prévue en application de la circulaire n° DPE/  
pour l'exécution de (6). .....  
.....  
.....

En conséquence, nous nous engageons à effectuer sur demande de M. le directeur de l'OFFICE  
NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES FRUITS, DES LEGUMES ET DE L'HORTICULTURE, sans  
pouvoir en différer le paiement ou soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, jusqu'à  
concurrence de la somme garantie ci-dessus, le versement entre les mains de M. l'Agent comptable de  
l'ONIFLHOR des sommes dont (7) ..... serait  
redevable au titre de l'opération susvisée.

Fait à ....., le..... (8)

Signature et cachet (9)

- 
- (1) Désignation de l'établissement bancaire.  
(2) Dans le ressort de la Cour d'Appel de PARIS (article 2018 du Code civil).  
(3) Nom, prénoms et fonctions du ou des fondé(s) de pouvoir.  
(4) Nom, prénoms (ou raison sociale), adresse (ou siège social) du cautionné.  
(5) En toutes lettres.  
(6) Objet de l'opération : reconstruction de serres, aménagement de serres, rénovation de serres.  
(7) Nom et prénom ou raison sociale du cautionné  
(8) Situer et dater en toutes lettres  
(9) Signature(s) et cachet de la banque suivis de la mention manuscrite **"Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence de la somme de ..... euros"**

**Liste des pièces à joindre au dossier de demande de concours financier de l'Oniflhor pour des investissements dans les serres maraîchères**

FOURNI

**Pour tous :**

1. Demande établie selon le modèle (annexe 7) visée par l'O.P., la D.D.A.F. et le CTIFL
2. Etude technico-économique, réalisée par un technicien agréé (annexe 8)
3. Attestation bancaire (annexe 9)
4. Bilan et compte de résultats des deux derniers exercices clos
5. Attestation d'adhésion à un CETA, Centre de gestion, ...
6. Attestation d'assujettissement à la T.V.A. et de tenue d'une comptabilité
7. Devis chiffrés et détaillés pour les investissements forfaitisés et non forfaitisés à réaliser
8. Documents attestant des surfaces de serres à démolir
9. Certificat de conformité aux normes en vigueur
10. Document attestant de la compétence technique du demandeur
11. Attestation AMEXA ou MSA pour les sociétés
12. Attestation d'adhésion à une organisation de producteurs

**Pour les jeunes agriculteurs**

13. Photocopie de la carte d'identité certifiée conforme à l'original
14. Document attestant de la situation au regard du service national (si nécessaire)
15. Attestation MSA pour les enfants à charge entrant dans le calcul de la majoration
16. Dans le cas de construction ou de reconversion, cautionnement (annexe 10) ou garantie équivalente de l'O.P.

**Pour les sociétés**

17. Statuts